



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de l'interministerialité
et du développement durable**

ARRÊTÉ DIDD – 2022 - n°205 du 21/07/22

portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société DEVILLE ASC à BAUGE EN ANJOU
installations de fabrication de pièces automobiles avec notamment des opérations
traitement de surface et d'application de vernis et peinture

Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du Président de la République du 28 octobre 2020 portant nomination de M. Pierre ORY en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

Vu le décret du Président de la République du 28 février 2019 portant nomination de Mme Magali DAVERTON, sous-préfète hors classe, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral SG/MPCC n° 2021-059 du 7 septembre 2021 portant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, secrétaire Générale de la Préfecture ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation, n° d3-2000- n°709, délivré le 2 octobre 2000, à la société DEVILLE, pour l'exploitation d'installations de fabrication de pièces automobiles avec notamment des opérations de traitement de surface et d'application de vernis et peinture, sur le territoire de la commune de Baugé-en-Anjou à l'adresse suivante ZI de Beauregard au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le courrier du 10 novembre 2017 de la société DEVILLE ASC déclarant reprendre à son nom l'exploitation des installations de fabrication de pièces automobiles précédemment exploitées par DEVILLE SA ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les articles 9 et 10 de l'arrêté ministériel susvisé sur les moyens de lutte contre l'incendie et le confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie ;

Vu le courrier de l'exploitant du 9/12/2020 estimant les besoins en eau du site à 360 m³/h soit 720 m³ pour 2 heures ;

Vu l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral susvisé sur le contrôle et l'entretien des installations électriques ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 5 juillet 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 13 juillet 2022

Considérant que lors de la visite en date du 29 avril 2022 et lors de l'examen des éléments transmis post-visite, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que :

- les moyens de lutte contre l'incendie nécessaires pour atteindre les objectifs de besoins en eau (débit et quantité) précités ne sont pas disponibles : le dernier contrôle des 5 poteaux

incendie situés sur le domaine public (retenus par l'exploitant dans sa stratégie de lutte contre l'incendie) par la société Bedrich en 2020 met en évidence qu'un poteau communal n'est pas opérationnel et que le débit disponible sur les 4 autres poteaux lors du test simultané est de 87 m³/h,

- le bassin de confinement des eaux incendie n'est pas étanche et son entretien n'est pas opéré,
- le risque d'incendie d'origine électrique n'est pas maîtrisé par un défaut d'entretien des installations (absence de réalisation d'actions correctives à l'issue des anomalies relevées dans le rapport de contrôle des installations électriques du 27/12/2021 qui conclut que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion).

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions aux articles 9 et 10 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé sur les moyens de lutte contre l'incendie et le confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, et à l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2000 susvisé sur l'entretien des installations électriques ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société DEVILLE ASC de respecter les prescriptions des articles 9 et 10 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé et de l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2000 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de Maine-et-Loire

ARRÊTE

Article 1 - La société DEVILLE ASC exploitant une installation de fabrication de pièces automobiles sur la commune de Baugé-en-Anjou est mise en demeure de respecter les dispositions :

- de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 qui dispose que « *L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.*

Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent. »

L'exploitant s'assure notamment de la disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie pour atteindre les objectifs de besoins en eau (débit et quantité) estimés dans le calcul D9 transmis par l'exploitant dans son courrier du 09/12/2020 (360 m³/h pendant 2 h soit un volume total de 720 m³).

Le cas échéant, l'exploitant transmet l'accord du SDIS pour l'utilisation de poteaux incendie situés sur le domaine public capables de fournir le débit (complémentaire) nécessaire en simultané sous une pression dynamique minimum de 1 bar afin d'atteindre l'objectif des besoins en eau précités.

Ces dispositions doivent être respectées dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

- de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 qui dispose que « *L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié.* »

L'exploitant s'assure notamment de l'étanchéité du bassin de confinement et de son entretien.

Ces dispositions doivent être respectées dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

- De l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2000 qui dispose que « *Les installations électriques sont établies suivant les normes en vigueur et entretenues en bon état ; elles sont périodiquement contrôlées à intervalles n'excédant pas une année par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.* »

L'exploitant s'assure notamment de la maîtrise du risque d'incendie d'origine électrique par le maintien du bon état des installations électriques en réalisant les travaux nécessaires pour corriger les anomalies relevées dans le rapport de contrôle des installations électriques du 27/12/2021.

Ces dispositions doivent être respectées dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1 dans un délai de :

- 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, pour les justificatifs relatifs aux moyens de lutte contre l'incendie,
- 7 mois à compter de la notification du présent arrêté, pour les justificatifs relatifs au bassin de confinement,
- 5 mois à compter de la notification du présent arrêté pour les justificatifs relatifs aux installations électriques.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 - En application de l'article L221-8 du Code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 - Conformément à l'article R171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 - Le présent arrêté sera notifié à la société DEVILLE ASC. La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Saumur, les inspecteurs de l'environnement, spécialité installations classées, le Commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire et le maire de BAUGÉ EN ANJOU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 21 juillet 2022

Pour le préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Cholet,
Secrétaire Général par intérim

Ludovic MAGNIER

